

# L'Étincelle

Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire



Mardi 8 mai 2012

## A nous de jouer maintenant

Ça y est, c'est terminé pour Sarkozy. Tant mieux ! Hollande est donc élu, mais pour nous, travailleurs, il n'a rien d'un sauveur suprême, et ce n'est d'ailleurs pas du tout le rôle qu'il a voulu jouer dans cette campagne. Pas un seul instant il n'est situé sur le terrain du monde du travail. Il ne s'est même pas engagé à défaire les contre-réformes de Sarkozy, à commencer par celles des retraites. En affirmant qu'il était le seul candidat « rassembleur », il a surtout tenu à faire comprendre qu'il ne voulait effrayer personne, surtout pas les patrons ou les financiers.

### ***Président rassembleur de qui ? Des licenciés et des licenciés ?***

Hollande a commencé par dire dimanche soir qu'il sera « le Président de tous », car « il n'y a pas deux France ». Mais comment être le Président des licenciés et des licenciés, des patrons et de ceux qu'ils exploitent, des riches et de tous ceux qui ont du mal à finir le mois ? En niant l'existence d'une lutte des classes, en se montrant raisonnable, du point de vue des capitalistes, en modérant les dépenses de l'État et en privilégiant le maintien des profits des entreprises et des banques. Une logique dont les peuples grecs et espagnols ont déjà fait les frais, avec d'insupportables plans d'austérité... de gauche.

### ***Pour conserver nos emplois, nous n'avons rien à attendre du nouveau Président, mais tout à attendre de la solidarité et des liens entre travailleurs :***

Au vu de ce qui nous attend ici, comme en Grèce ou en Espagne, nous devons nous préparer... à nous bagarrer. De nombreux plans de licenciements ou de fermetures d'entreprises avaient déjà été annoncés avant l'échéance électorale, comme à Air France, mais il est prévisible qu'une fois les élections passées, d'autres se feront connaître.

Les syndicats de PSA, puis récemment ceux de Carrefour, ont mis les pieds dans le plat en révélant des projets de licenciements qui n'auraient pas dû transpirer avant. À Carrefour, 3 000 à 4 000

licenciements sont prévus depuis des semaines dans le plus grand secret. Il a fallu l'indiscrétion de quelques cadres syndiqués pour que ce plan paraisse au grand jour. Mais les patrons de PSA et Carrefour ne sont certainement pas les seuls à avoir fait ce calcul.

N'imaginons pas un seul instant Hollande taper du poing sur la table pour interdire aux patrons les licenciements ! En revanche, une coordination des travailleurs de toutes les entreprises menacées n'aurait rien d'utopique. Et l'interdiction des licenciements, cette mesure de sauvegarde du monde du travail, pourrait enfin passer dans les faits.

### ***Mêmes patrons voyous, même combat !***

Nous sommes tous, ouvriers, techniciens, employés, de tous les secteurs de l'économie, confrontés aux mêmes problèmes, aux mêmes craintes pour notre avenir. Il est vital pour nous de ne pas rester isolés et d'établir à chaque fois que l'occasion se présente le contact avec les autres salariés. Des initiatives comme celle toute récente, entre autres, des syndicats de Goodyear Amiens, peuvent servir de jalon pour préparer ce « tous ensemble » : vendredi dernier, des délégations de PSA Aulnay, des 3 Suisses, de Faurecia, sont venues à leur invitation soutenir un rassemblement de plusieurs centaines de travailleurs de Goodyear devant leur entreprise, en lutte contre la fermeture depuis quatre ans. Pour entendre un message qui nous concerne tous : Tous ceux qui sont menacés de licenciements ou de fermeture doivent se regrouper. Mêmes patrons voyous, même combat !

***Il s'agit-là d'un troisième tour social, qui n'a rien à voir avec l'échéance des législatives, mais qui sera décisif.***

***Le climat social peut, et doit changer. Ce n'est pas à nous de payer leur crise. Les capitalistes ne cessent de se plaindre du « coût du travail », mais c'est ce travail qui est la source de leurs profits. C'est pourquoi seule notre colère mettra un coup d'arrêt à leurs attaques.***

**Ils fantasment leurs candidats au départ**

Dans un tract CFE-CGC, paru la semaine dernière à la Garenne le tandem de la DRD Faury/Chéreau se plaindrait que les départs de CDI de PSA ne seraient pas à la hauteur de leur « feuille de route ». Soit 187 « mobilités externes » engagées ou soldées pour un objectif de 500 en R&D. C'est sans doute pour ça qu'ils nous font la retape quasi tous les jours par E-mail pour leur EMDP sauce Top Compétences et autres journées emplois entreprises qui voudraient bien nous contraindre à aller voire ailleurs.

Ces directeurs seront-ils notés dans leur entretien de fin d'année sur l'atteinte de l'objectif d'avoir virés de gré ou de force 500 salariés ? En tout cas pour nous question de se laisser mettre la pression pour quitter PSA.

**Pôle emploi chez PSA**

Des journées Emplois Entreprises ont été organisées à Rennes et à Aulnay avec l'invitation d'entreprises extérieures à PSA pour recruter. La bonne vieille méthode du coup de pied au cul ?... À part ça, PSA ne nous met pas à la porte et ne prévoit pas de fermeture de sites. Après Sevelnord, Aulnay et Madrid, la direction ajoute Rennes à la liste des menaces en annonçant qu'il n'y aura pas de remplaçante à la C5.

**Entre PS et PSA, c'est copains copains !**

Un PS ami des salariés ? Pas de ceux de PSA en tout cas ! Il préfère largement leurs patrons. D'après *L'Express* (2 mai), entre les élus de gauche et la famille Peugeot les liens ne datent pas d'hier. On y apprend que les collectivités locales n'hésitent pas à aider PSA en prenant en charge la mise en conformité du stade Bonal qui appartient à la famille et sur les travaux duquel elle ne veut pas mettre 1 €. Pierre Moscovici, président PS de la communauté d'agglomération du pays de Montbéliard, et qui tutoie les membres de la famille, n'hésite pas à régler aux frais du contribuable la piste d'atterrissage de l'aérodrome de Courcelles-lès-Montbéliard, trop courte et étroite pour le Falcon Peugeot...

Larbins de gauche ou de droite, quand on aime on ne compte pas !

**La riposte doit s'amplifier**

Mercredi dernier en fin d'après midi, une centaine de salariés d'Aulnay sont allés manifester près du studio où s'est tenu le débat entre les deux candidats à l'élection présidentielle. Hollande est venu à leur rencontre, il ne pouvait pas faire moins que Sarkozy qui les avait reçus au mois d'avril. Élection oblige.

Il a donc ainsi fait semblant de s'occuper d'eux. Même élu, l'avenir ne dépend pas de lui, mais des luttes de tous les salariés menacés de perdre leur emploi.

**La propagande par les chiffres**

Pour le mois d'avril, les ventes de PSA ont progressé de 8,9 %. Un chiffre que les chefs n'ont pas commenté dans les briefings, c'est curieux... Peut être parce qu'ils n'aident pas à justifier les suppressions de postes.

**Les ouvriers allemands montrent l'exemple !**

En Allemagne, à l'occasion des négociations salariales et depuis le début de la semaine dernière, 270 000 ouvriers de l'industrie ont pris part à des débrayages, manifestations et grèves diverses pour réclamer des hausses de salaires. En tête, ceux de l'automobile, notamment à Mercedes et Volkswagen.

Le syndicat de l'industrie IG Metal réclame 6,5 % d'augmentation pour rattraper la hausse des prix. Vendredi, le syndicat Verdi qui négocie pour 220 000 salariés du secteur bancaire a appelé à rejoindre le mouvement.

Les ouvriers allemands ont bien raison de se battre, surtout après les sacrifices consentis et eux aussi « négociés » par ces mêmes syndicats sous prétexte de crise, car les bas salaires pèsent lourd sur les ouvriers en Allemagne comme ici.

**De l'argent, il y en a**

En 2008, il y avait en France 13 000 personnes dont les revenus annuels déclarés dépassaient 500 000 €, soit 84 % de plus qu'en 2004. Selon l'Insee, ces quelques très riches ont vu leurs revenus augmenter six fois plus que le reste de la population.

**Tout est dans le titre**

Au moment où les banques cherchent par force campagnes de publicité à redorer leur blason (« *Mon banquier c'est moi* », « *La banque qui appartient à ses clients* »...), BNP Paribas se fait épingler pour avoir proposé à ses plus riches clients le produit financier Luxumbrella (parapluie de luxe) spécialement conçu pour échapper au fisc.

C'est à ces mêmes établissements bancaires que tous les États d'Europe empruntent pour ensuite imposer des plans d'austérité à leurs populations.

**Printemps érable**

Les étudiants québécois ont refusé de payer la crise. Le gouvernement voulait imposer une hausse drastique des frais d'inscription (+ 75 % !) : il a finalement dû reculer en la compensant par une baisse des frais administratifs. Les étudiants ne feront donc pas les frais de l'austérité.

Pour cela, il a fallu 83 jours d'une lutte déterminée et jusqu'à 300 000 grévistes. En tenant tête aux violences policières, ceux-ci ont rencontré la sympathie de la population.

Cette victoire montre que la lutte reste le meilleur moyen de gagner contre l'austérité.